

PRÉFECTURE DU VAR

3^e Division

Bureau

ARRÊTÉ

ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS

Loi du 19 décembre 1917

Etablissement de 2^e classe

N° 30 de la nomenclature.

LE PREFET DU VAR, Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la demande formée à la date du 12 Mars 1955
par M. Jacques Savarit, directeur de la Distillerie du Haut-Var à Carro
demeurant à Carro
dans le but d'être autorisé à installer, sur le terrain de leur Vigne de Carro
un réservoir métallique de 3.600 hectolitres destiné au stockage de
l'alcool,

Vu les plans figuratifs des lieux ;

Vu la loi du 19 décembre 1917 et les décrets des 17 décembre 1918 et 24 décembre 1919 faisant
application de la dite loi ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo faite par M. Colonel Ullio
propriétaire à Carro
délégué à cet effet par notre arrêté en date du 12 Mai 1955
constatant qu'aucune opposition n'a été produite au cours de cette opération ;

Vu l'avis de M. l'Inspecteur des Etablissements classés en date du 10 Mars 1955

Vu l'avis du Conseil Municipal de Carro
en date du 13 Mars 1955
V. l'avis de la Commission Sanitaire de Carro
en date du 13 Mars 1955
V. l'avis du Conseil départemental d'Hygiène en date du 11 Juillet 1955

Considérant que, moyennant l'exécution des conditions imposées par les assemblées sanitaires,
cet établissement ne présentera aucun danger pour l'hygiène et la sécurité publique ;

ARRETONS :

ARTICLE PREMIER. — M. Jacques Savarit, directeur de la Distillerie du
Haut-Var, demeurant à Carro
est autorisé à établir un réservoir
métallique de 3.600 hectolitres destiné au stockage de l'alcool, sur
le terrain de leur vigne à Carro,
au point désigné dans le plan susvisé qui demeure à la minute du présent arrêté et aux conditions
suivantes : à observer dans le support du réservoir métallique

Charte de rétention

" Le sol sera imperméable et incombustible et disposé de façon qu'en
cas de rupture de la totalité des récipients les liquides infiltrés
ne puissent s'écouler au dehors".

ARTICLE 2. — Les conditions ainsi fixées ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du travail et les décrets réglementaires pris en exécution du dit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 3. — Les conditions de l'article premier devront être réalisées dans un délai de mois à dater du jour de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4. — Il est expressément défendu au pétitionnaire de donner aucune extension à son établissement et d'y apporter aucune modification de nature à en augmenter les inconvénients avant d'en avoir obtenu l'autorisation.

ARTICLE 5. — Le pétitionnaire devra se soumettre à la visite de son établissement par M. l'Inspecteur des Etablissements classés qui procédera à une première inspection du dit établissement dès l'expiration du délai imparti par l'article 3 du présent arrêté et qui nous en rendra compte aussitôt.

ARTICLE 6. — Le pétitionnaire devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et sera tenu de le présenter à toute réquisition.

ARTICLE 7. — Les droits des tiers restent et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8. — L'Administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de la dite industrie rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et la sécurité publiques et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement.

ARTICLE 9. — M. le ~~Préfet~~ ^{Président du Tribunal} et M. l'Inspecteur des Etablissements classés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Draguignan, le 10 AOUT 1955 195

Le Préfet du Var,

Signé : OTTAVIANI

Pour ampliation

Le Secrétaire Direction,